

**Avis adopté**

Séance plénière du 23 octobre 2024

*Sortir de la crise démocratique – Rapport annuel sur l'état de la France en 2024 (RAEF)*

**Coopération**

Ce rapport, fruit d'un travail de plusieurs mois, dresse un diagnostic globalement très juste et complet de l'état de notre pays, et aborde de nombreux sujets sous un angle démocratique bienvenu. Bravo à la Commission, à tous les contributeurs et à Claire Thoury pour ce beau travail.

La mise en lumière par le RAEF des inégalités persistantes et croissantes sur les conditions de travail, le pouvoir d'achat, le logement, etc., nous touche particulièrement et permet de mettre en avant un grand nombre d'actions positives entamées depuis de nombreuses années par nos organisations. Ces inégalités alimentent une défiance vis-à-vis des institutions et un sentiment d'exclusion parmi les citoyens. Toutes les structures, pas seulement politiques et syndicales, ont un rôle à jouer pour transformer cette perception.

Le sondage réalisé en septembre 2024 révèle que, bien que les Français soient en moyenne plus heureux et optimistes que l'an dernier, les inégalités, multiples et persistantes, se creusent pour certaines catégories. Le pouvoir d'achat reste une préoccupation majeure, et l'accès aux soins et au logement constitue une source d'inégalités importantes. Il existe également des inégalités territoriales et socio-économiques qui influencent directement l'attachement des citoyens à la démocratie, notamment ceux ayant des difficultés d'accès aux services publics dans les zones rurales.

Ces sujets, vous le savez, sont cruciaux pour les coopératives, ancrées par nature et par leurs statuts dans les territoires, actrices de leur dynamique économique. Pour répondre à ces défis, il est essentiel de promouvoir un modèle économique et social basé sur la co-construction et la participation active des individus aux prises de décisions et à l'élaboration des stratégies. Ce modèle, résilient, doit par ailleurs s'inscrire dans une logique de puissance et d'intelligence économique en fonction des sujets qu'il traite, surtout s'ils sont stratégiques. La question du sentiment d'utilité et d'engagement ressort comme un élément crucial pour améliorer la vie en collectivité. Les citoyens doivent bénéficier de structures qui permettent cela, réinjectant de la

démocratie à tous les étages, et notamment dans l'entreprise. Un modèle favorisant un fonctionnement démocratique et solidaire, avec une vision stratégique où chaque membre se sent utile et valorisé, contribuerait, nous le pensons, à sortir du sentiment de déclassement.

Sur le logement, l'enjeu de cohésion sociale et territoriale est également majeur. En 2023, 4,3 millions de personnes étaient mal logées, une augmentation de 10 % par rapport à 2015. De plus, la part du budget des ménages consacrée au logement a augmenté, passant de 20 % dans les années 1980 à 27 % en 2022. Nous soutenons le constat d'urgence de mettre en œuvre des politiques publiques ambitieuses pour garantir un logement digne et abordable pour tous, et ainsi réduire les inégalités territoriales et socio-économiques.

Enfin, la question de la dette publique est centrale dans ce rapport. Le niveau d'endettement de la France est le troisième plus élevé d'Europe après la Grèce et l'Italie. Cet endettement, résultat de décennies de déficits budgétaires cumulés, occupe le centre des préoccupations au niveau européen et national aujourd'hui. Il est crucial de débattre démocratiquement des stratégies de désendettement et des priorités de dépenses, en associant les citoyens à ces décisions qui affectent leur quotidien et leur avenir. Les investissements en recherche et innovation sont essentiels pour préparer l'avenir. Une association des citoyens sur la priorisation des investissements (et donc de notre dette) dans des secteurs stratégiques (agriculture, industrie, etc.) pour garantir la compétitivité de la France, sa souveraineté, et répondre aux défis économiques et environnementaux serait bienvenue. La recherche et l'innovation doivent être au cœur de nos politiques publiques pour assurer une croissance durable et inclusive. Il existe donc des modèles qui favorisent la solidarité et l'engagement dans des structures ayant du sens et qui répondent en partie aux attentes des Français exprimées dans le sondage.

Réduire les inégalités entre les zones urbaines et rurales, renforcer la cohésion sociale, redynamiser les territoires par l'activité économique générée localement répond à de nombreux défis évoqués dans le sondage et le RAEF 2024.

Nous saluons encore une fois ce grand travail et avons voté pour ce rapport unanimement.